

D'Athènes à Paris Public, privé TOUS ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

11 JUIN 2015

Ce week-end, on a de nouveau assisté à un round de négociation entre le gouvernement grec d'Alexis Tsipras et les institutions de l'Union européenne.

Dans ce pays, après 5 ans de cure d'austérité, le quart de la population et la moitié de la jeunesse est déjà au chômage, les salaires et les retraites ont été dramatiquement amputés et les services publics démantelés. Mais parce qu'ils veulent le remboursement intégral de la dette (une dette qui n'est pas celle du peuple grec), la Commission Européenne – soutenue par Merkel et Hollande – exigent de la Grèce de nouvelles coupes dans les retraites, notamment en supprimant les primes accordées aux retraités les plus pauvres. Ils réclament aussi une hausse de la TVA à 11% sur les produits de base comme l'alimentation et jusqu'à 23% pour l'énergie.

HOLLANDE DU CÔTÉ DES ÉTRANGLEURS, EN GRÈCE COMME EN FRANCE

Main dans la main avec Angela Merkel, François Hollande – celui qui avait soi-disant déclaré la guerre à la finance – est complice de l'odieux chantage. Pour eux, soit Tsipras accepte de renier toutes ses promesses électorales, soit ce sera l'asphyxie financière. Lorsqu'il déclare : « À Alexis Tsipras d'engager le dialogue. À lui aussi de comprendre que des règles existent, et qu'elles doivent être respectées », le message est clair. Pour imposer toujours plus d'austérité en France, Hollande a besoin de prouver que même lorsque le peuple grec vote pour en finir avec l'austérité, il n'y a pas d'autre politique possible.

EN FRANCE, LE GOUVERNEMENT ACCÉLÈRE LES ATTAQUES

C'est aussi sous prétexte de « dette publique » et de lutte contre les déficits, qu'ici, comme dans toute l'Europe, le système public de santé subit les attaques destructrices des politiques d'austérité. Ces attaques rendent l'accès aux soins de plus en plus difficile par la baisse de la part des soins remboursés par la Sécurité sociale, l'augmentation du coût des mutuelles, les franchises médicales, les dépassements d'honoraires.

Ces réformes visent aussi à ouvrir plus largement le

marché de la santé aux intérêts privés : assurances, hospitalisation privée, laboratoires pharmaceutiques... Non seulement Hollande n'est pas revenu sur les contreréformes de Sarkozy, mais il en accélère la cadence, notamment avec la « loi de santé », dite Touraine, actuellement en discussion à l'Assemblée.

C'EST TOUS ENSEMBLE QUE NOUS GAGNERONS

Face à ces politiques, des luttes ont lieu : luttes des populations contre les fermetures d'établissements de proximité ou de services, luttes des personnels hospitaliers pour la défense des RTT, de leurs conditions de travail et des emplois statutaires...

La lutte aujourd'hui engagée par les personnels des Hôpitaux publics de la région parisienne ne concerne pas que les personnels hospitaliers. C'est aussi de l'avenir de l'Hôpital public et du droit à la santé pour tous qu'il est question. Elle est aussi un maillon de la lutte de l'ensemble des salariés de la fonction publique.

Le 11 juin, hospitaliers, professeurs des collèges, à nouveau en grève et dans la rue. Le 13 juin, à Guéret,

manifestation nationale pour la défense de tous les services publics. Le 25 juin, ce sera la mobilisation nationale de la santé et de l'action sociale initiée par la CGT, SUD et FO.

Mais les combats menés par les personnels de la santé et de l'Éducation nationale concernent toute la société. C'est l'affaire de toutes et tous d'aider à leur convergence, de leur donner une suite, pour stopper les attaques du gouvernement et du patronat. Il faudra qu'ils se rejoignent, dans la rue et dans la grève, public et privé. Ce n'est qu'ainsi, en France, en Grèce ou ailleurs, que nous pourrions enfin gagner.

LA CRISE A BON DOS...



**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**
Avec les tracts, les infos
essentiels de notre secteur
www.npa-auto-critique.org



LE DÉMENTÈLEMENT DE GOODYEAR SUSPENDU

Lundi 8 juin, le tribunal de grande instance d'Amiens a suspendu pour 3 mois minimum le démantèlement des machines de fabrication de pneus pour l'agriculture de l'usine Goodyear d'Amiens Nord. Il a également condamné Goodyear à verser 50 euros à chacun des quelque 90 plaignants.

La CGT de Goodyear Amiens, à l'origine de cette action judiciaire, a déposé fin avril 2015 un projet de SCOP. C'est dans ce cadre que le juge a ordonné le maintien sur le site de ces machines jusqu'à la fin de l'examen de la proposition de leur rachat par la SCOP. C'est un carton rouge pour Goodyear et le gouvernement qui n'ont jamais pris ce projet de SCOP en considération.

Les dégâts de la fermeture de l'usine sont là : un an et demi après la fermeture de l'usine, seuls 195 salariés ont retrouvé un travail ou créé leur propre entreprise, alors que 1143 salariés avaient été licenciés au total. Contre tous les partisans du renoncement et de l'adaptation à la crise, leur lutte n'est pas finie !

UN SYSTÈME TOTALEMENT FOOT

Après avoir été réélu président de la Fifa pour quatre ans, Sepp Blatter a donc été contraint à la démission... Ce parrain mafieux, accusés de pas moins de quarante-sept chefs d'accusation : délits de blanchiment, gestion déloyale, comptes cachés, fraude fiscale, a distribué pas moins de 150 millions de dollars pendant vingt-cinq ans à un sacré paquet de corrupteurs et de corrompus...

La Fifa est une multinationale puissante qui se pare des atouts d'une association à but non lucratif (le salaire annuel moyen y est de 242 000 dollars)

Derrière ce monde de bisounours se cache la Coupe du monde, sa principale source de revenus (90 %). Elle a enregistré un bénéfice de 308 millions d'euros sur 2011/2014 pour un chiffre d'affaires de 5,2 milliards d'euros.

Alors, qui s'étonnera qu'un tel gâteau, comme n'importe quel marché capitaliste, puisse produire ces phénomènes de corruption ? Et qu'en 2022 au Qatar, on fasse courir les footballeurs dans des stades climatisés construits aujourd'hui avec la sueur et les larmes, quand ce n'est le sang des travailleurs immigrés, vivants ou morts ?

À l'inverse du ballon, leur monde ne tourne pas rond...

Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27
COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

A PSA RENNES : DÉBRAYAGE MASSIF POUR DÉFENDRE LA PRIME D'ÉQUIPE !

Mardi dernier, à l'usine PSA La Janais, à l'appel de la CGT et de la CFDT, 800 salariés ont débrayé toute la matinée contre le projet de la direction de supprimer la prime d'équipe lors d'un changement des horaires, et des lignes de bus.

Chaîne de Montage arrêtée, production stoppée net ! La suppression de la prime d'équipe représenterait une perte d'environ un mois de salaire sur l'année. En débrayant massivement, c'était dire clairement à la direction qu'il n'était pas question qu'elle touche à leur paye. Cette semaine, ils ont remis ça dès lundi « On lâche rien ! »

FN : DU BLANCHIMENT D'IDÉES SALES À L'ARGENT SALE

Le père Le Pen a planqué, par l'intermédiaire de son majordome, plusieurs millions en Suisse. Le microparti de sa fille destiné à encaisser les fonds publics, dénommé « Jeanne », est mis en examen pour escroquerie. Tout comme Frédéric Chatillon, patron d'une société de communication proche de madame et financée par le dictateur syrien (un ami). Le financement du FN par des banques russes aux ordres de Poutine pose lui aussi question ... Ces gens-là ne sont pas encore au pouvoir qu'ils sont déjà pourris jusqu'à la moelle.

A PSA MULHOUSE, 450 INTÉRIMAIRES VIRÉS

Alors que la direction fête aujourd'hui la 300 000e Peugeot 2008 sortie des lignes de montage, il est un chiffre dont elle se vante beaucoup moins : celui des 450 intérimaires qu'elle s'apprête à licencier avec le passage en monoflux (une seule ligne de montage) à compter du 15 juin.

Dans la période actuelle de montée du chômage, les 450 intérimaires virés c'est 450 chômeurs de plus fabriqués par PSA. C'est ça la précarité à outrance, l'incertitude quotidienne pour certains et beaucoup plus de travail pour les autres. La production quotidienne sur une seule ligne de montage va rester au-dessus du millier de véhicules contre 1 200 avec 2 lignes aujourd'hui.

C'est pareil dans toutes nos entreprises ! Exigeons l'embauche en CDI de tous les précaires qui le souhaitent.
